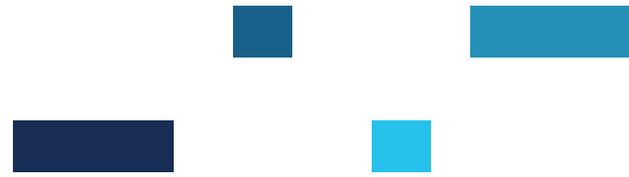




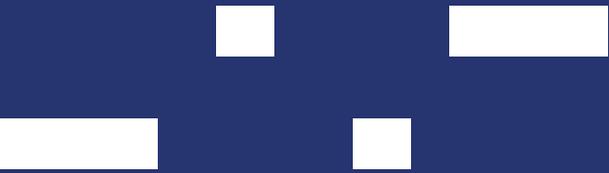
Extractive Industries  
Transparency Initiative



# Préparation à la transition énergétique : questions clés pour les pays dépendant du pétrole, du gaz et de l'extraction minière

NOTE DE POLITIQUE





# Table des matières

<b>Données et dialogue pour orienter la transition</b>	<b>4</b>
<b>Avantages de la planification de la transition énergétique</b>	<b>5</b>
<b>Données pour la planification de la transition énergétique</b>	<b>7</b>
<b>La planification de la transition énergétique en action</b>	<b>10</b>
1. Revenus et finances publiques	10
2. Projets futurs, opportunités et risques	13
3. Élaboration de politiques et législation	15
4. Impacts climatiques	16
<b>Perspectives : Enseignements potentiels pour le secteur des énergies renouvelables</b>	<b>17</b>
<b>Notes finales</b>	<b>18</b>

Ce document est publié par :

Secrétariat international de l'ITIE  
Rådhusgata 26, 0151 Oslo, Norvège  
+47 222 00 800  
secretariat@eiti.org

Octobre 2021

# Données et dialogue pour orienter la transition

73%

*des émissions mondiales de carbone provenaient du secteur de l'énergie en 2016<sup>1</sup>*

La transition énergétique représente un changement à l'échelle mondiale consistant à s'éloigner des combustibles fossiles en vue d'utiliser des sources d'énergie renouvelable, contribuant ainsi à la transition plus générale vers une économie décarbonée d'ici le milieu du siècle. Elle repose sur un engagement collectif mondial qui consiste à maintenir le réchauffement climatique en deçà de 2°C, conformément à l'Accord de Paris et aux contributions déterminées au niveau national (CDN).

Le changement mondial que cette transition laisse entrevoir nécessitera une transformation des industries extractives et exposera les pays producteurs à de nouveaux risques et opportunités.<sup>2</sup> Au fur et à mesure que la consommation mondiale de combustibles fossiles diminue, les pays tributaires des revenus du pétrole et du charbon devront faire face à une baisse des revenus sectoriels. Pour les producteurs de minéraux, la généralisation des énergies renouvelables et des technologies propres entraînera une demande accrue de matières premières telles que le cobalt, le lithium et le cuivre, ainsi qu'une augmentation potentielle des investissements.

La préparation à ces changements rapides de la demande nécessitera des données pouvant être utilisées à des fins d'analyse prospective et capables d'étayer le dialogue sur les réponses politiques et éclairer le débat public. Servant de base à la redevabilité et à la bonne gouvernance, la Norme ITIE fournit un cadre pour la divulgation et l'engagement des parties prenantes.

L'ITIE peut aider les pays riches en ressources à faire face aux implications économiques de la transition énergétique. L'analyse des données communiquées par le biais de l'ITIE – telles que la production de combustibles fossiles et les revenus provenant du transport, les dépenses sociales et les impacts environnementaux – peut aider les gouvernements et les citoyens à anticiper l'impact sur leurs économies au cours des prochaines décennies. Les prévisions fondées sur les données ITIE peuvent fournir des éléments de preuve aux législateurs leur permettant de gérer les risques et de tirer parti des opportunités de la transition énergétique.

Les Groupes multipartites de l'ITIE rassemblent les gouvernements, les entreprises et la société civile afin de promouvoir le débat et le dialogue. Ils peuvent faciliter la divulgation de données pertinentes pour l'avenir du secteur extractif, donnant ainsi lieu à un engagement qui contribuera à éclairer les voies de transition.

Concernant les pays producteurs de minéraux essentiels, l'ITIE peut également aider les gouvernements à identifier et à gérer les risques et les opportunités liés à la production de minéraux essentiels. Les divulgations et le dialogue ITIE peuvent être un moyen de lutter contre la corruption sur toute la chaîne de valeur minière. L'industrie des énergies renouvelables peut également profiter des enseignements tirés des mesures de transparence et de redevabilité dans l'industrie extractive.

## TERMINOLOGIE

### Contributions déterminées au niveau national (CDN)

Les CDN<sup>3</sup> sont des objectifs fixés par les gouvernements dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), principalement axés sur la réduction des émissions nationales de CO<sub>2</sub>. En vertu de l'Accord de Paris de 2015, tous les gouvernements, y compris ceux des pays mettant en œuvre l'ITIE, sont tenus d'incorporer des engagements d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans tous les secteurs, y compris les industries extractives.

# Avantages de la planification de la transition énergétique

45

*pays de l'ITIE  
disposent de lois  
et de politiques  
relatives à  
la transition  
énergétique<sup>4</sup>*



## Avantages pour les gouvernements

La planification de la transition énergétique aidera les gouvernements à faire coïncider leurs engagements en matière de changement climatique avec les priorités de développement du secteur extractif et à identifier les opportunités d'investissement.

- En se préparant à la baisse ultime de la demande de combustibles fossiles et en maximisant le potentiel des ressources minérales, les gouvernements peuvent atténuer le risque de fluctuations des prix des matières premières et de la demande, ainsi que le risque de chocs économiques.
- L'alignement des politiques nationales sur le changement climatique, l'énergie et les industries extractives garantira des objectifs communs, renforcera la coordination et évitera les doubles emplois.
- La collecte et l'analyse de données sur le mix énergétique national, l'utilisation de combustibles fossiles et la contribution économique des combustibles fossiles et des minéraux essentiels permettront aux gouvernements nationaux et infranationaux d'anticiper et de planifier une transition sans heurt et plus durable.
- Un engagement précoce auprès des citoyens en matière de dialogue politique renforce leur confiance dans la manière dont le gouvernement planifie la transition et en atténue les impacts potentiels.



## Avantages pour les citoyens

La planification de la transition énergétique peut permettre aux communautés dépendantes des industries extractives de s'adapter à la nouvelle économie climatique.

- La transparence des politiques et des plans gouvernementaux liés à la transition énergétique peut permettre aux citoyens d'étudier avec minutie les hypothèses concernant les revenus futurs et de participer au dialogue politique.
- La transparence et la planification de la croissance du secteur minier et de la contraction du secteur pétrolier et gazier peuvent aider les citoyens à anticiper les changements intervenant dans les opportunités d'emploi et d'affaires.
- Le signalement et l'analyse des transferts et paiements infranationaux actuels et futurs du secteur extractif peuvent aider les communautés et les gouvernements locaux à anticiper les fluctuations des revenus.



## Avantages pour les entreprises

La planification de la transition énergétique permettra aux entreprises de maximiser les rendements pour les actionnaires grâce à une meilleure gestion des risques d'investissement à la hausse et à la baisse.

- La transparence des plans de transition gouvernementaux peut aider les entreprises à adopter des objectifs de zéro émission nette spécifiques au contexte qui sont conformes aux priorités nationales.
- Les entreprises d'État peuvent élaborer des stratégies en consultation avec les parties prenantes et consacrer des ressources au renforcement de compétences techniques pour s'adapter à la transition.
- Les entreprises peuvent démontrer leur état de préparation en divulguant des informations sur leur stratégie et leur approche de gestion des risques et en s'engageant de manière proactive avec les parties prenantes.
- Les entreprises peuvent renforcer leur permis social d'exploitation en incorporant des technologies d'énergie propre dans leurs opérations et en communiquant aux parties prenantes leurs plans et leurs progrès pour contribuer à une économie zéro émission nette.



CREDIT: ZYLBERMAN LAURENT - GRAPHIX IMAGES - TOTAL

# Données pour la planification de la transition énergétique

Les impacts de la transition énergétique varieront considérablement selon les pays et les matières premières produites, et différentes voies pourront être empruntées afin de réaliser la transition de manière durable. Les données déclarées en vertu de la Norme ITIE et de la plateforme multipartite peuvent étayer la planification de la transition et le débat public à ce sujet.

Problématique	Questions clés pour le débat et l'analyse	Exigences ITIE
 <p style="text-align: center;"><b>Revenus et finances publiques</b></p> <p style="text-align: center;">Quels pourraient être les impacts sur les revenus de l'industrie extractive selon différents scénarios de transition ?</p>		
<p><b>Résilience et optimisation des revenus</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment les hypothèses nationales sur les prix et la demande des matières premières se comparent-elles aux projections mondiales ?</li> <li>• Ces hypothèses tiennent-elles compte de l'évolution de la demande de combustibles fossiles ou de minéraux essentiels ?</li> <li>• Les hypothèses de prix et de demande tiennent-elles suffisamment compte de l'évolution de la demande ?</li> <li>• Quelles sont les implications pour les dépenses et la dette nationales ?</li> </ul>	<p>Divulgation exhaustive des taxes et des revenus (Exigence 4.1)</p> <p>Gestion des revenus et dépenses (Exigence 5.3)</p>
<p><b>Risques pour les finances publiques</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quelle part des finances publiques est investie dans l'industrie extractive (y compris les actifs et les passifs) ?</li> <li>• Quelle part des finances publiques est menacée dans un scénario de transition rapide ?</li> <li>• Les cadres de gouvernance des entreprises d'État soutiennent-ils la transition énergétique et permettent-ils d'évaluer le risque climatique ?</li> <li>• Les entreprises d'État sont-elles prêtes à s'adapter à la transition ?</li> </ul>	<p>Participation de l'État (Exigence 2.6)</p> <p>Les transactions liées aux entreprises d'État (Exigence 4.5)</p>

Problématique	Questions clés pour le débat et l'analyse	Exigences ITIE
 <p style="text-align: center;"><b>Revenus et finances publiques</b> Quels pourraient être les impacts sur les revenus de l'industrie extractive selon différents scénarios de transition ?</p>		
<p><b>Subventions</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'aide de l'État aux subventions au pétrole, au gaz et aux combustibles fossiles est-il transparent et pris en compte ?</li> <li>• Quel est l'impact de l'aide de l'État sur la viabilité des projets ?</li> <li>• Quelle est la contribution nette du secteur extractif à l'économie ?</li> <li>• Quel impact les subventions ont-elles sur la compétitivité des technologies énergétiques propres ?</li> <li>• Comment la réforme des subventions pourrait-elle soutenir la capacité d'un pays à s'acquitter de ses contributions déterminées au niveau national (CDN) au titre de l'Accord de Paris ?</li> </ul>	<p>Participation de l'État (Exigence 2.6)</p> <p>Dépenses quasi fiscales (Exigence 6.2)</p>
 <p style="text-align: center;"><b>Projets futurs, opportunités et risques</b> Comment les futurs projets, l'économie locale et les opportunités d'emploi seront-ils impactés par la transition énergétique ?</p>		
<p><b>Viabilité des projets</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Quel est le coût de production d'énergie fossile ventilé par projet ?</li> <li>• Dans quelle mesure les projets actuels et potentiels sont-ils compétitifs par rapport à d'autres à l'échelle nationale et internationale ?</li> </ul>	<p>Production (Exigence 3.2)</p> <p>Déclaration par projet (Exigence 4.7)</p>
<p><b>Tarification du carbone</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existe-t-il un régime de tarification du carbone ? Quel est l'impact de la tarification du carbone sur les revenus ou les prix des matières premières ?</li> <li>• Quelles sont les hypothèses de tarification du carbone des entreprises en exploitation ?</li> <li>• Les entreprises d'État appliquent-elles une tarification du carbone interne ?</li> </ul>	<p>Divulgence exhaustive des taxes et des revenus (Exigence 4.1)</p> <p>Dépenses sociales et environnementales (Exigence 6.1)</p>
<p><b>Transition vers l'abandon des combustibles fossiles</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existe-t-il un plan de gestion des impacts socio-économiques causés par l'abandon des combustibles fossiles ?</li> <li>• Quel impact cette transition aura-t-elle sur le revenu infranational ?</li> <li>• Quel impact cette transition aura-t-elle sur l'emploi et les chaînes d'approvisionnement dans l'industrie extractive ?</li> <li>• Dans quels domaines la transition énergétique peut-elle soutenir la croissance verte et l'emploi ?</li> </ul>	<p>Paiements infranationaux (Exigence 4.6)</p> <p>Transferts infranationaux (Exigence 5.2)</p> <p>Contribution du secteur extractif à l'économie (Exigence 6.3)</p>

Problématique	Questions clés pour le débat et l'analyse	Exigences ITIE
 <p style="text-align: center;"><b>Planification et législation</b> Les pays disposent-ils de cadres juridiques et politiques pour soutenir la transition énergétique nationale ?</p>		
<p><b>Politiques relatives à la transition énergétique</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le gouvernement dispose-t-il d'un plan ou d'une politique concernant les minéraux essentiels ? Le gouvernement prend-il des mesures pour relever les défis de gouvernance associés à l'exploration, à la production et à l'exportation de minéraux essentiels ?</li> </ul>	<p>Cadre légal et régime fiscal (Exigence 2.1)</p>
<p><b>Répartition des risques</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les régimes juridiques et fiscaux tiennent-ils compte des risques de transition ?</li> <li>Les contrats contiennent-ils des clauses « à risque » susceptibles de désavantager le gouvernement ou de retarder les recettes ?</li> </ul>	<p>Contrats (Exigence 2.4)</p>
 <p style="text-align: center;"><b>Impacts climatiques</b> Comment les pays intègrent-ils les considérations liées au changement climatique dans la gestion de leur secteur extractif ?</p>		
<p><b>Émissions</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les données, ventilées par projet, sur les réserves et les émissions de combustibles fossiles sont-elles divulguées ?</li> <li>Quelle est l'intensité de production des émissions ?</li> <li>Les émissions du secteur extractif sont-elles prises en compte dans les plans visant à atteindre les contributions déterminées au niveau national (CDN) et/ou les objectifs climatiques à long terme ?</li> </ul>	<p>Impact environnemental des industries extractives (Exigence 6.4)</p>



## Question clé

*Comment les revenus actuels et futurs tirés du pétrole, du gaz et des minéraux seront-ils impactés par la transition énergétique ?*

# La planification de la transition énergétique en action

Plusieurs pays mettant en œuvre l'ITIE vont au-delà des dispositions de la Norme ITIE en intégrant des considérations en matière de transition énergétique dans leurs rapports et en s'appuyant sur des exigences de divulgation précises pour fournir des données spécifiques au contexte pour la planification de la transition et le dialogue.



## 1. Revenus et finances publiques

Il sera important pour les gouvernements et les citoyens de comprendre les hypothèses formulées dans les prévisions de revenus – tirés à la fois des combustibles fossiles et des minéraux essentiels – afin d'examiner les risques potentiels posés aux finances publiques et de déterminer si les décisions d'investissement liées aux actifs publics et aux entreprises d'État sont susceptibles de générer des rendements ou conduire à l'immobilisation des actifs. Les gouvernements et les analystes auront également besoin de données fiables sur les subventions aux combustibles fossiles pour évaluer leur impact sur les investissements dans les énergies propres.

### La manière d'utiliser les données ITIE

Le rapportage ITIE peut contribuer à répondre aux questions concernant la résilience des revenus, l'optimisation des revenus, les finances publiques et les risques et opportunités liés à la transition. Les divulgations existantes requises par l'ITIE sur les conditions fiscales régissant l'industrie, les revenus, la gestion et les dépenses des revenus peuvent éclairer le débat sur ces questions.

Combiner les données sur les coûts et les revenus du projet peut aider les parties prenantes à :

- Anticiper l'impact de la transition sur le potentiel économique de l'industrie extractive.
- Comparer les courbes de coûts entre des projets nationaux et des projets similaires à l'étranger.
- Prévoir la viabilité des projets futurs et documenter les décisions du gouvernement en matière d'investissement.

L'ITIE exige également des divulgations sur le rôle des entreprises d'État et leurs investissements et transactions connexes, qui peuvent être utilisées pour prendre en compte les risques climatiques associés à leurs décisions en matière d'investissement. Elle exige également des divulgations sur les dépenses qui ne sont généralement pas incluses dans le budget de l'État, telles que les subventions.

## Exigences ITIE

*2.6 Participation de l'État*

*4.1 Divulgation exhaustive des taxes et des revenus*

*4.5 Les transactions liées aux entreprises d'État*

*5.3 Gestion des revenus et dépenses publiques*

*6.2 Dépenses quasi fiscales, y compris les subventions aux combustibles fossiles*

## ÉTUDE DE CAS

### **Irak** Rapportage prospectif et prévisions



L'Irak possède près de 10 % des réserves mondiales avérées de pétrole (143 milliards de barils) et 2 % des réserves mondiales de gaz naturel. Dans le pays administré par Bagdad, le gouvernement fédéral contrôle l'industrie, avec SOMO, l'entreprise d'État de commercialisation du pétrole, vendant du pétrole brut à 40 entreprises internationales accréditées. Le gouvernement de la région semi-autonome du Kurdistan (KRG) a une série d'accords de partage de production avec des entreprises internationales.

L'ITIE Irak s'appuie sur ses divulgations pour élaborer un modèle de prévision des revenus pour SOMO. Ce modèle combine des données historiques avec des projections de prix et de coûts pour estimer la production et les revenus futurs. Il sera également utilisé pour estimer les baisses futures de la demande et des prix du pétrole brut, afin de documenter les processus de planification nationaux liés à la transition énergétique.

## ÉTUDE DE CAS

### **Indonésie** Risques fiscaux posés par la transition



L'Indonésie est un important producteur de combustibles fossiles et de minéraux, et le plus grand exportateur mondial de charbon. La production de pétrole et de gaz est en baisse et le pays dépend de plus en plus des importations de mazout, qui sont fortement subventionnées. La dépendance du pays à l'égard des combustibles fossiles a suscité des inquiétudes quant aux risques potentiels que pose la transition énergétique sur les revenus fiscaux. Le Groupe multipartite de l'ITIE Indonésie a souligné que de nouveaux investissements dans les infrastructures extractives et énergétiques pourraient constituer un risque pour l'économie, en particulier à la lumière des ambitions de transition énergétique du pays.

Le Groupe multipartite prévoit de définir son rôle dans la réalisation des contributions déterminées au niveau national (CDN) au titre de l'Accord de Paris et de renforcer ses capacités dans les domaines liés au climat et à la transition énergétique. Il existe des opportunités pour le Groupe multipartite d'orienter l'élaboration de politiques nationales de transition énergétique et d'y participer en tirant parti des divulgations de l'ITIE sur les revenus, les coûts de production et les émissions. Compte tenu de la nature très décentralisée de la gouvernance en Indonésie, l'ITIE peut également jouer un rôle pour aider le gouvernement et les parties prenantes à aligner et coordonner les politiques en réunissant les bons acteurs du gouvernement, de l'industrie et de la société civile autour de la table.

**ÉTUDE DE CAS****Ghana****Investissements dans des actifs publics**

Entre juillet et août 2021, le parlement ghanéen a approuvé un accord pour emprunter 1,65 milliard de dollars, afin d'augmenter la participation dans deux blocs pétroliers de la Ghana National Petroleum Corporation (GNPC), une entreprise d'État. Cet accord visait à accélérer le développement d'actifs pour répondre à la transition énergétique et à atténuer le risque d'immobilisation d'actifs.

Cet accord a suscité des inquiétudes quant aux risques potentiels de gouvernance, tels que l'augmentation de la dette publique et l'évaluation des actifs, en se basant sur un scénario de prix du pétrole élevé. Des questions ont également été soulevées concernant la pérennité des investissements dans de nouveaux actifs pétroliers gérés par la GNPC.

Les réactions suscitées par cet accord démontrent un intérêt croissant du public à participer aux débats politiques sur la transition énergétique. Le débat public autour de cette affaire met en lumière les opportunités pour l'ITIE Ghana de soutenir un débat public fondé sur des données au sujet des risques liés aux investissements de l'État, du rôle des entreprises d'État et des implications pour la viabilité de la dette. Il offre également une occasion de renforcer la confiance dans les décisions prises par le gouvernement grâce à la transparence et au dialogue avec les parties prenantes. Le Groupe multipartite de l'ITIE Ghana examine les opportunités de prendre en compte les questions liées à la transition énergétique dans leurs contributions au débat public.

**Divulgations sur les subventions aux combustibles fossiles**

La Norme ITIE exige la publication d'informations sur les subventions liées aux matières premières extraites qui ne sont pas inscrites aux budgets nationaux. L'ITIE a publié un aperçu des pays divulguant des informations sur les subventions aux combustibles fossiles, notamment l'Allemagne (subventions directes à l'industrie charbonnière), la Mongolie (remises sur le charbon thermique), le Nigeria (subventions à la consommation de produits pétroliers), la République du Congo (fourniture de pétrole brut à la raffinerie nationale) et l'Ukraine (gaz naturel à prix réduit pour la consommation nationale).<sup>5</sup>



## 2. Projets, opportunités et risques

La transition énergétique est susceptible d'avoir un impact sur l'économie des futurs projets extractifs. Pour comprendre si les projets risquent de devenir des actifs immobilisés, les gouvernements et les citoyens devront réévaluer la viabilité commerciale des projets existants et proposés. D'autres facteurs impactant les futurs projets de l'industrie incluent notamment l'élaboration de régimes de tarification du carbone qui introduisent des taxes supplémentaires basées sur les émissions de carbone<sup>6</sup> ou l'élimination progressive des projets de combustibles fossiles qui entraînera des impacts sur l'emploi et les revenus infranationaux.

### La manière d'utiliser les données ITIE

Les données divulguées par le biais de l'ITIE sur les revenus et la production par projets peuvent étayer l'analyse de la viabilité du projet. Les données sur les coûts de production sont essentielles pour comprendre quels projets peuvent ne plus être commercialement viables et donc le degré de vulnérabilité des flux de revenus. Certains pays ITIE explorent les possibilités d'améliorer la transparence des coûts des projets en vue de soutenir ce type d'analyse.

Les divulgations des paiements liés aux taxes sur le carbone, qui sont prises en compte dans les Rapports ITIE lorsque ces paiements sont considérés significatifs, peuvent être utiles lors de la projection des revenus futurs. Certains pays ITIE ont prévu un prix du carbone qui constitue la base de leur système de taxation du carbone, mais beaucoup ne prélèvent pas encore cette taxe dans le secteur extractif. Par exemple, le Niger et le Nigeria ont prévu un prix du carbone de 50 USD par tonne d'équivalent dioxyde de carbone (tCO<sub>2</sub>e) qui, une fois mis en œuvre, générera des revenus supplémentaires pour le gouvernement. Les rapports sur ce flux de revenus peuvent éclairer la planification et le dialogue sur les objectifs nationaux en matière de changement climatique.

Les divulgations des paiements liés aux taxes sur le carbone figurent également dans les Rapports ITIE lorsque ces paiements sont considérés significatifs. Le rapportage ITIE en Norvège laisse voir une taxe du carbone de son industrie pétrolière, qui a généré plus de 600 millions de dollars de recettes publiques en 2018.

L'ITIE exige également des divulgations relatives aux dépenses sociales et revenus perçus au niveau local et à l'emploi. Les gouvernements infranationaux et les communautés qui dépendent de l'industrie extractive pour leurs revenus et leurs emplois pourraient utiliser les données sur les tendances des revenus pour se préparer pour l'avenir, en fondant les décisions actuelles liées aux dépenses et aux investissements sur ces données. Les revenus extractifs existants peuvent également être dirigés vers le développement des capacités et des compétences locales permettant de s'engager dans le secteur des énergies renouvelables et propres.

### Viabilité des projets : Comparer des projets sur la courbe des coûts

Le « prix d'équilibre » indique le prix moyen nécessaire tout au long de la durée de vie du projet pour que celui-ci soit rentable. La valeur actuelle nette d'un projet repose sur les hypothèses sous-jacentes des prix des matières premières prévalant sur le marché. Comprendre ces mesures et la manière dont les hypothèses de prix sous-jacentes se comparent aux prévisions peut aider les gouvernements et les citoyens à évaluer la viabilité d'un projet et le risque potentiel d'actifs immobilisés. L'Institut de gouvernance des ressources naturelles (NRGI) a analysé<sup>7</sup> et comparé les prix d'équilibre de projets potentiels dans 19 pays. Ce type d'analyse peut contribuer au débat public et à l'élaboration de politiques par les pays producteurs.

## Question clé

*Comment les futurs projets, l'économie locale et les opportunités d'emploi seront-ils impactés par la transition énergétique ?*

## Exigences ITIE

3.2 La production

4.6 Paiements infranationaux

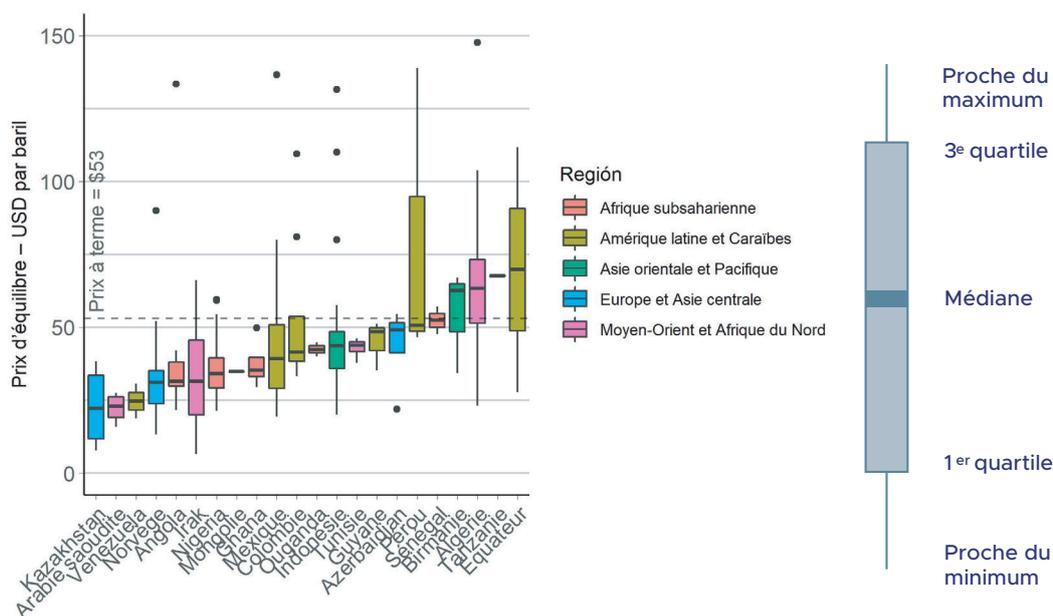
4.7 Déclaration des revenus par projet

5.2 Transferts infranationaux

6.1 Dépenses sociales et environnementales, y compris les taxes sur le carbone

6.3 Contributions du secteur extractif à l'économie, y compris l'emploi

**Répartition des prix d'équilibre pour les projets potentiels**



Source: Institut de Gouvernance des Ressources Naturelles (NRGI)

**ÉTUDE DE CAS**

**Colombie**

**Impact de la transition énergétique sur les communautés locales**

En Colombie, plus grand producteur de charbon d'Amérique latine, les gouvernements régionaux et locaux ont droit à des transferts de redevances sur la part de l'État dans les revenus extractifs. Selon les Rapports ITIE sur les transferts infranationaux prévus et réels, ceux-ci représentaient près de 40 % du total des revenus extractifs entre 2014 et 2018. Si la demande de combustibles fossiles devait diminuer à mesure que le pays diversifie son mix énergétique, une baisse des revenus tirés du charbon pourrait avoir un impact significatif et durable sur les communautés.

Des réformes de la loi sur les redevances ont été introduites pour soutenir la diversification de l'économie locale et la conservation de l'environnement. L'ITIE peut soutenir l'analyse et le dialogue sur la façon de gérer le secteur de manière durable dans le contexte de la transition énergétique. Cela pourrait inclure une analyse de la manière dont les revenus infranationaux pourraient être impactés à moyen et long terme, ainsi que de la manière dont ces revenus pourraient être utilisés pour renforcer la résilience des communautés locales. Il sera essentiel de veiller à ce que les communautés locales aient la possibilité de participer et de contribuer au dialogue politique afin d'assurer une transition inclusive.



### 3. Élaboration de politiques et législation

En vue de la transition énergétique, les pays riches en ressources devront s'assurer de l'adéquation de leurs cadres juridiques et fiscaux pour faire face à l'impact sur les secteurs de l'extraction et de l'énergie. Remédier aux lacunes ou aux risques dans la législation ou les contrats du secteur extractif et aligner ceux-ci sur les politiques climatiques peut minimiser les perturbations.

#### La manière d'utiliser les données ITIE

Les divulgations de l'ITIE sur le cadre juridique et fiscal régissant l'industrie extractive peuvent aider le public à comprendre les politiques ou plans gouvernementaux liés à la transition énergétique, en permettant d'identifier et de relever les défis de gouvernance liés à l'exploration, la production et l'exportation de minéraux essentiels à la transition énergétique.

L'ITIE exige la divulgation des contrats (y compris les avenants), ce qui peut permettre aux parties prenantes d'étudier avec minutie les risques potentiels posés par les clauses contractuelles. Certains contrats contiennent des clauses déterminant quelle partie doit supporter le risque de fluctuations futures des prix des matières premières. La publication des contrats peut renforcer la confiance des gouvernements et des citoyens, dans les cas où des clauses contractuelles protègent à la fois le gouvernement et les entreprises contre les futurs risques liés au climat.

#### Analyse contractuelle des clauses à risque

L'Institut de gouvernance des ressources naturelles (NRGI) a analysé 34 contrats d'extraction émis depuis l'Accord de Paris dans 11 pays, qui soulignent les risques potentiels posés par la transition énergétique.<sup>8</sup> Cette étude recommande que les clauses traditionnelles, telles que la stabilisation, l'arbitrage et la force majeure soient réexaminées afin qu'elles répondent aux risques liés au changement climatique et à la nécessité d'une action en matière de politique climatique.

#### ÉTUDE DE CAS

##### Allemagne

### Des plans pour éliminer progressivement le charbon et généraliser les énergies renouvelables

L'Allemagne est l'un des plus gros importateurs et consommateurs de ressources minérales, ainsi qu'un important producteur de lignite (charbon brun), qui est utilisé pour l'énergie domestique. Le pays a l'intention de généraliser l'utilisation des énergies renouvelables et d'éliminer progressivement les centrales électriques au charbon.

L'ITIE Allemagne a étudié les questions relatives à la transition énergétique et donne un aperçu des politiques et des mesures du gouvernement en matière de transition énergétique, telles que le déclassement des projets de charbon. Les Rapports ITIE comprennent également des informations sur les subventions et sur la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de l'Allemagne. Le Groupe multipartite allemand s'est penché sur le rôle des minéraux dans les technologies à faible émission de carbone, notamment en commandant un examen des scénarios de transition énergétique du gouvernement et de leurs implications pour la demande en minéraux.

## Question clé

*Les pays disposent-ils de cadres juridiques et politiques pour soutenir la transition énergétique nationale ?*

## Exigences ITIE

*2.1 Cadre légal et régime fiscal*

*2.4 Contrats*



## 4. Impacts climatiques

Les émissions de CO<sub>2</sub> produites par les projets d'extraction deviennent de plus en plus une question d'intérêt public. Dans de nombreux pays, les industries pétrolière, gazière et minière comptent parmi les principaux contributeurs aux émissions nationales. La plupart des gouvernements et des entreprises prennent des mesures pour réduire les émissions de carbone liées à leurs activités extractives et à leurs chaînes d'approvisionnement. Cependant, la disponibilité et l'exhaustivité des données sur les émissions ventilées projets varient considérablement.

### La manière d'utiliser les données ITIE

L'ITIE encourage les pays membres à divulguer des informations relatives à l'impact environnemental des industries extractives, qui peuvent être utilisées pour surveiller et planifier les impacts climatiques des projets extractifs. Les Groupes multipartites peuvent examiner s'il existe des données disponibles sur les réserves et les émissions de combustibles fossiles, l'intensité de la production et la manière dont les réductions des émissions produites par l'industrie peuvent soutenir les engagements pris au niveau national.

### ÉTUDE DE CAS

#### Trinité-et-Tobago

#### Rapports sur les impacts climatiques de l'industrie extractive

Trinité-et-Tobago est un petit État insulaire riche en ressources et l'un des plus grands exportateurs mondiaux de gaz naturel liquéfié. L'ITIE Trinité-et-Tobago (TTEITI) a amélioré la disponibilité des données du secteur extractif et joue un rôle important dans la sensibilisation du public au changement climatique et à la transition énergétique. Elle encourage la société civile à regarder au-delà du rapportage de données financières et à concentrer son attention sur les impacts environnementaux et sociaux plus généraux des industries extractives. L'ITIE Trinité-et-Tobago a mis en place un sous-comité environnemental chargé de superviser la poursuite des travaux sur les rapports environnementaux, y compris sur les émissions de CO<sub>2</sub>, qui ne font actuellement pas partie des exigences de rapportage environnemental de l'ITIE.

Elle a élaboré un processus de volontariat permettant aux entreprises de signaler les impacts sur les ressources – y compris l'électricité, l'utilisation de l'eau, le CO<sub>2</sub> et le méthane – ainsi que les exigences réglementaires liées à la pollution de l'air et de l'eau. Le sous-comité environnemental vise à intégrer les considérations environnementales et climatiques dans la gestion du secteur, y compris en adoptant une approche fondée sur le capital naturel, en collaboration avec la Banque centrale de Trinité-et-Tobago et d'autres agences.



## Question clé

*Comment les pays intègrent-ils les considérations liées au changement climatique dans la gestion de leur secteur extractif ?*

## Exigences ITIE

*6.4 Impact environnemental des industries extractives*

# Perspectives : enseignements potentiels pour le secteur des énergies renouvelables

La mise en œuvre de l'ITIE a montré que l'engagement multipartite a un rôle clé à jouer dans la promotion d'une plus grande transparence et redevabilité. À cette fin, la plateforme multipartite peut également faciliter un plaidoyer de haut niveau sur les questions de gouvernance relatives à la transition des sources d'énergie à haute teneur en carbone vers les énergies renouvelables. Il est possible d'utiliser la Norme ITIE et le forum multipartite pour relever les défis de gouvernance et saisir les opportunités d'action collective dans le secteur des énergies renouvelables.

Les domaines clés pertinents pour faire face aux risques et défis potentiels dans l'industrie des énergies renouvelables comprennent la transparence des contrats, les bénéficiaires effectifs des entreprises, les revenus et l'impact social et environnemental. En tirant des leçons de l'expérience des pays membres et des entreprises la soutenant, l'ITIE explorera la possibilité de s'appuyer sur les enseignements pertinents pour encourager une meilleure gouvernance des énergies renouvelables.

## ÉTUDE DE CAS

### **Albanie**

#### Tirer parti des enseignements de l'ITIE dans le secteur des énergies renouvelables

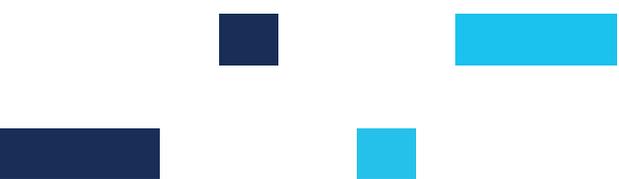
L'hydroélectricité est la deuxième source d'énergie la plus importante en Albanie, derrière le pétrole. Les centrales hydroélectriques constituent la principale source de production d'électricité à faible émission de carbone. Les Rapports de l'ITIE de l'Albanie vont au-delà de la Norme ITIE et comportent une section détaillée sur l'énergie hydraulique. Le plus récent rapport présente le contexte juridique et réglementaire de l'hydroélectricité, la divulgation de données sur la production et les revenus, ainsi que le rapprochement des paiements infranationaux. Cette analyse a permis d'identifier des pertes d'électricité importantes dans le système de distribution, auxquelles les autorités albanaises s'efforcent de remédier.

L'ITIE Albanie a l'intention d'approfondir ce travail au moyen d'une étude de cadrage visant à évaluer d'autres technologies d'énergie renouvelable. La raison de cet effort concerne le programme du gouvernement visant à étendre la production d'énergie propre, y compris une nouvelle démonstration de centrale solaire flottante innovante. Les futurs Rapports ITIE pourraient s'aligner sur ces développements afin d'aborder la transition énergétique en Albanie sous un angle plus large.

# Notes finales

- 1 Il convient de noter que le secteur de l'énergie comprend l'électricité, le chauffage et les transports. Se référer à Hannah RITCHIE et Max ROSER (2020), « CO<sub>2</sub> and Greenhouse Gas Emissions », <https://ourworldindata.org/co2-and-other-greenhouse-gas-emissions>.
- 2 Siân BRADLEY (2020), *La Transparence en transition : le changement climatique, la transition énergétique et l'ITIE*, Chatham House, p. 4, <https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/2020-06-15-transparency-in-transition-eiti-bradley.pdf>.
- 3 Pour de plus amples informations, reportez-vous à la page de la CCNUCC, « Contributions déterminées au niveau national (NDC) », <https://unfccc.int/fr/processus-et-reunions/l-accord-de-paris/nationally-determined-contributions-ndcs/contributions-determinees-au-niveau-national-ndcs>.
- 4 Une cartographie des pays en transition énergétique en 2021, élaborée par le Secrétariat international de l'ITIE, a montré que 45 des 55 pays mettant en œuvre la Norme ITIE disposent de lois et de politiques axées sur la transition énergétique, et que les 55 pays de l'ITIE ont mis en place une législation relative au changement climatique.
- 5 ITIE (2020), *Subsidies at what cost? Shedding light on state support for fossil fuel consumption*.
- 6 Neuf pays ITIE au moins ont introduit des régimes de tarification du carbone (Argentine, Colombie, Allemagne, Kazakhstan, Mexique, Pays-Bas, Norvège, Ukraine et Royaume-Uni).
- 7 Institut de gouvernance des ressources naturelles (2020), *Fiscalité pétrolière et gazière pendant et après la pandémie: risques de nivellement précipité par le bas*.
- 8 Institut de gouvernance des ressources naturelles (2021), *Tying Their Hands? How Petroleum Contract Terms May Limit Governments' Climate Policy Flexibility*.





Extractive Industries  
Transparency Initiative

Rådhusgata 26  
0151 Oslo  
Norvège

+47 222 00 800  
[secretariat@eiti.org](mailto:secretariat@eiti.org)  
[eiti.org](http://eiti.org)